

L'éducation à l'écocitoyenneté

Lucie Sauvé

Sauvé, L. (2017). L'éducation à l'écocitoyenneté. In Barthes, A. et Lange, J.M. (Dir.) *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des Éducatrices à*. (p. 56-65). Paris : L'Harmattan.

L'écocitoyenneté correspond à la sphère politique de notre rapport à l'environnement. Elle interpelle cette dimension désormais incontournable de l'éducation contemporaine, qui concerne notre engagement personnel et collectif au cœur des questions socio-écologiques.

On se souvient qu'à la racine du mot politique, se trouve *polis* qui, chez les Grecs anciens, désignait la cité, ce lieu où les « hommes libres et autonomes » discutaient des questions d'intérêt collectif et prenaient ensemble les décisions afférentes. On y retrace l'origine de la démocratie, ce mode de gouvernance axé sur le pouvoir (*cratos*) du peuple (*demos*). La « chose politique » (*res politica*) se vit encore et toujours au sein de la cité. Cependant, dans ses formes plus achevées, la conception du citoyen s'est affranchie de la sélection sociale; les notions de liberté et d'autonomie ont pris une signification plus fondamentale d'émancipation critique et les contours de la cité deviennent ceux des unités de vie démocratique, à l'échelle quotidienne de la classe, de l'école, de l'usine, de l'atelier, du quartier ... et à celles, plus vastes, de la ville, de la région, du pays, de la *Terre Patrie*¹. Éduquer à la citoyenneté vise l'apprentissage du vivre-ensemble dans la cité humaine. Il s'agit d'une éducation politique, au sens où « politique » fait référence à la prise en charge collective, démocratique, des affaires publiques, des « choses » qui nous concernent tous, dans les différents espaces de notre vie commune.

L'idée d'écocitoyenneté élargit encore davantage la dimension de la cité. Celle-ci correspond à *oïkos*, cette « maison » que nous partageons entre nous les humains – incluant tous les aspects de notre diversité – mais que nous partageons aussi avec l'ensemble des autres formes et systèmes de vie. Ici, la cité n'est pas restreinte à notre communauté humaine; elle inclut aussi, plus globalement, la communauté de vie². Les enjeux relatifs à la faim, à la soif, à la santé ou à l'énergie par exemple, nous rappellent en effet que les réalités humaines et les réalités écologiques sont étroitement imbriquées³. Les notions de santé environnementale, d'équité socio-écologique, de justice environnementale⁴ et plus récemment, de justice climatique, mettent en évidence également l'importance des liens entre la sphère dite écologique et la sphère sociale, de même que leur dimension politique. Selon Marie-Louise Martinez et

¹ En référence au titre de l'ouvrage d'Edgar Morin et Brigitte Kern (1996). *Terre Patrie*. Paris : Seuil.

² Aldo Léopold a bien déployé l'idée de « communauté biotique » : Léopold, A. (1949). *A Sand County Almanach*. New York : Oxford University Press.

³ D'où le concept d'écologie sociale de Murray Bookchin : Bookchin, M. (2011). *Une société à refaire*. Montréal: Écosociété.

⁴ Naoufal, N. (2016). Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté. *Vertigo*, la revue électronique en sciences de l'environnement, Vol. 16, n° 1. <https://vertigo.revues.org/17053>

Frédéric Poydenot (2009, p. 62)⁵, la notion d'écocitoyenneté pourrait même être considérée comme redondante « si l'on considère que toute véritable citoyenneté implique l'indispensable partage d'un bien commun élargi à l'altérité intergénérationnelle, intercommunautaire, interspécifique ». Se référant à Michel Serres⁶, ces auteurs soulignent que cette notion aporétique invite à réfléchir sur le « lien contractuel ou politique avec le non humain ». L'écocitoyenneté fait donc appel à l'apprentissage du « vivre ici, ensemble », en tant que personnes et groupes sociaux incarnés, localisés, contextualisés, reliés dans un même souffle de vie.

Certes, l'écocitoyenneté inclut l'écocivisme, mais elle ouvre sur des espaces d'engagement éthique plus fondamentaux. Rappelons que l'écocivisme répond à une morale sociale, c'est-à-dire à un ensemble de valeurs partagées et prescrites au registre des « bons comportements » : le recyclage en est l'exemple emblématique. Et bien sûr, les « petits gestes » ont toute leur importance : ils s'inscrivent dans une forme d'engagement au quotidien; ils exigent l'effort de la cohérence et de la constance. Cette forme d'écoresponsabilité, dans la sphère privée ou au sein de l'institution ou de l'entreprise, correspond à un « test » de base : si nous l'échouons, quelle légitimité aurons-nous pour porter un discours de dénonciation, appelant à des changements sociétaux? Toutefois, si chacun des « petits grains de sable » a son importance pour construire une dune de résistance à la vague tenace du consumérisme et de la négligence qui détruit peu à peu la qualité des systèmes de support à la vie, leur amoncellement ne peut pas suffire à résister à la déferlante de globalisation. La force des écogestes ne peut résider que dans le ciment de leur signification et de leur portée politiques.

C'est ici qu'intervient l'écocitoyenneté. Au-delà de la morale, celle-ci s'inscrit dans le champ réflexif de l'éthique, où les valeurs ne sont pas convenues et définies *a priori*, mais se construisent collectivement dans le creuset des différentes situations contextuelles qui nous interpellent. L'écocitoyenneté est un lieu de délibération à propos de ce monde que nous partageons. Au-delà des gestes individuels, c'est avant tout un lieu d'action à caractère politique où se développe un pouvoir-faire collectif. L'écoresponsabilité y prend un sens élargi.

Certes, apprendre à vivre ensemble sur Terre est l'enjeu éthique et politique le plus exigeant et le plus fondamental de nos sociétés urbanisées et en voie de métissage, où se forment de nouvelles identités à travers de nouveaux rapports d'altérité⁷. Éduquer à l'écocitoyenneté devient donc un chantier pédagogique prioritaire. Il s'agit de croiser les fondements et les pratiques d'une éducation à la citoyenneté – préoccupée de démocratie, d'équité sociale et de justice – et ceux d'une éducation relative à l'environnement, qui nous rappelle que respirer, boire, se nourrir, se vêtir, se loger, produire et consommer, s'affirmer, rêver et créer ... sont indissociables d'un certain rapport au lieu et s'inscrivent dans la trame d'une vie partagée, dans

⁵ Martinez, M.-L. et F. Poydenot (2009). Finalités, valeurs et identités pour fonder une éducation écocitoyenne. *Éducation relative à l'environnement: Regards – Recherches – Réflexions*, vol. 8, p. 57-74.

⁶ Serres, M. (1990). *Le contrat naturel*. Paris: François Bourin.

⁷ Sauvé, L. (2009). Vivre ensemble, sur Terre - Enjeux contemporains d'une éducation relative à l'environnement. *Éducation et Francophonie*, 37(2), 1 à 10. <http://www.acelf.ca/c/revue/sommaire.php?id=26>.

un réseau d'interactions au sein des écosystèmes qui nous portent et dont nous faisons partie intégrante.

L'éducation à l'écocitoyenneté correspond ainsi à la dimension politique de l'éducation relative à l'environnement⁸. Elle est axée sur le développement d'une compétence politique, indissociable du développement de compétences d'ordre critique, éthique et heuristique⁹. La compétence critique permet de déconstruire les réalités et les discours, de poser des questions précises et d'exiger des réponses adéquates, de revendiquer l'accès à l'information et de valider celle-ci, d'appréhender la complexité et l'incertitude, d'analyser, de relier, de synthétiser, de discuter, d'évaluer ... Il s'agit ici de développer une capacité d'auto-défense intellectuelle¹⁰ et de construction d'un savoir valide, mais aussi une capacité à décoder les rapports de pouvoir et les situations d'injustice.

Quant à la compétence éthique, elle permet de poser la question du *Pourquoi?* et de tenter d'y répondre : au nom de quelles valeurs les décisions sont-elles prises? Qu'entend-on par « bien commun »? Il faut apprendre à repérer les valeurs sous-jacentes aux discours et aux pratiques, à juger, à choisir, à affirmer, à s'engager ensemble dans une action cohérente avec nos propres valeurs individuelles et collectives, qu'il importe de clarifier, etc. Que signifient par exemple, le « respect » ou la « responsabilité », ici et maintenant, au-delà des mots d'ordre des bonnes pratiques? Quels fondements éthiques donnent un sens à ces valeurs? Et quelles autres valeurs privilégier pour y ancrer notre appartenance au monde de la vie? On peut ainsi répondre à l'exigence éthique inhérente au fait de cheminer collectivement à propos d'une réalité commune, d'un monde partagé.

Et puis, en complémentarité, la compétence heuristique permet d'imaginer, de créer d'autres modes de pensée et d'agir, de proposer l'alternative et d'entrevoir diverses façons de se mettre en projet ensemble. « Résister, c'est créer » rappellent Florence Aubenas et Miguel Benasayag¹¹.

Ces trois champs de compétences, critique, éthique et heuristique, convergent vers le développement d'une compétence politique. Celle-ci fait d'abord référence à un ensemble de connaissances sur les courants politiques, sur les structures et les dynamiques socio-politiques, sur les lois et règlements, sur les acteurs et les jeux de pouvoir, sur les stratégies d'action, etc. Que ce soit par l'étude formelle ou par l'expérience réflexive de situations vécues – aux

⁸ Sauvé, L. (2015). L' ducation relative à l'environnement. In Bourg, D. et Papaux, A., *Dictionnaire de la pensée écologique*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 376-379.

⁹ Sauvé, L. (2013). Au cœur des questions socio-écologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer. In Bader, B., Legardez, A. Barthes, A. et Sauvé, L. « Rapport aux savoirs, éducation relative à l'environnement et au développement durable », * ducation relative à l'environnement – Regards, Recherches, Réflexions*, Vol. 11, p. 19-40. <http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/volume11/11-1.pdf>

¹⁰ Voir Noam Chomsky, in Baillargeon, N. (2010). *Noam Chomsky. Pour une éducation humaniste*. Paris:  ditions de l'Herne, p. 69-70.

¹¹ Aubenas, F. and Benasayag, M. (2002). *Résister, c'est créer*. Paris: La Découverte.

diverses échelles de la vie collective –, il importe d'acquérir ainsi une certaine culture politique, complémentaire à la culture éthique et nécessaire à l'exercice de la critique sociale, en vue de mieux fonder l'affirmation et la justification des choix politiques.

Mais outre l'acquisition de ce type de connaissances, la compétence politique implique le développement de savoir-faire, dont l'analyse de la dimension politique des situations socio-écologiques, la maîtrise de stratégies d'argumentation et de communication, et celle des processus démocratiques, la mise en œuvre de stratégies d'action, etc. La compétence politique requiert aussi le développement d'un savoir-être, soit le sentiment de « pouvoir-faire », le sens de la responsabilité individuelle et collective, le souci du bien commun, de la démocratie, de la participation, de l'engagement personnel et collectif, etc.

C'est par l'intégration de tels savoirs (d'ordres cognitif, stratégique, affectif) que se construit un savoir-agir politique: savoir dénoncer, résister, choisir, proposer, créer; revendiquer la démocratie participative et y participer avec engagement; concevoir des projets d'écodéveloppement appropriés, etc. Et cette dynamique d'émancipation devient particulièrement importante dans le contexte actuel d'une gouvernance politico-économique peu soucieuse du « bien commun », où il faut bien se rendre à l'évidence que c'est finalement à la société civile (aux citoyens) que revient la lourde tâche d'exercer une vigile critique et de se mobiliser pour tenter d'infléchir les décisions qui affectent le territoire, le milieu de vie, la santé, la culture, l'économie locale ou régionale, etc. Au cœur des mobilisations, on prend conscience de l'importance de la dimension collective de l'action: les tâches sont trop complexes, trop lourdes pour y parvenir seul. Il faut apprendre à s'approprier mutuellement, entre protagonistes et entre membres des unités de résistance ou des équipes de projets, apprendre à cheminer ensemble, à vivre les inévitables tensions au sein des groupes et à résoudre des conflits, apprendre l'inclusion et la patience, apprendre à reconnaître et à valoriser le travail de chacun, apprendre à relever les défis, à célébrer les avancées, etc.

C'est ainsi que la compétence politique se retrouve au cœur de l'exercice d'une écocitoyenneté. Et celle-ci implique avant tout, la revendication et l'exercice de la démocratie participative et active, fondée sur la transparence, la délibération, la collaboration, la coopération et la participation. Il importe ici d'apprendre à intégrer activement tous les espaces de démocratie formels et informels, à participer avec engagement et rigueur aux consultations publiques, à exiger la mise en place de tels espaces et à dénoncer les stratégies de récupération partielle de ces lieux d'échange, de même que les pratiques d'instrumentalisation de la démocratie. Il faut aussi apprendre à créer de nouvelles plateformes de débat citoyen et de délibération rigoureuse, favorables à la mobilisation des savoirs, et à dénoncer toutes les tentatives de fabrication d'un faux consentement, de manipulation de l'acceptabilité sociale par des stratégies de communication financées par les promoteurs des projets invasifs (dont trop souvent, les élus eux-mêmes).

Mais plus encore, l'écocitoyenneté requiert d'enrichir la démocratie d'une dimension écologique. Dominique Bourg et Kerry Whiteside¹² ont développé cette idée d'une démocratie écologique : « Protéger la biosphère implique de repenser la démocratie elle-même ». Ici, la

¹² Bourg, D. and Whiteside, K. (2010). *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*. Paris : Le Seuil. Pages 10, 101-102.

nature n'est plus considérée comme secondaire, comme l'un des aspects des affaires publiques dont on peut s'occuper s'il reste du temps et des ressources. L'environnement est plus qu'« un lieu, un site historique, une source de matières premières, un bien négociable [...] La nature fait d'emblée partie des délibérations sur l'organisation de la cité ». La nature s'inscrit dans l'espace du « commun » (ce qui nous est commun), exprimant ainsi la résistance à la tendance majeure de notre époque, soit « l'extension de l'appropriation privée de toutes les sphères de la société, de la culture et du vivant »¹³.

La démocratie écologique est donc non seulement participative, mais elle est aussi inclusive du monde vivant. Elle implique de définir le « bien commun », ce concept à forte charge éthique et culturelle, dans une perspective moins réductrice que celle du développement durable – univers de gestion d'un environnement réifié, au service d'un développement économique soutenu. Il est plutôt question ici de lutter contre le « désarmement politique des sociétés », contre la « subordination de l'état à l'économie mondialisée »¹⁴. La nature, le tissu commun de la vie, doit être soustraite au privé, mais aussi à l'emprise de l'état, ce qui fait appel à la vigilance et la responsabilité collective. L'exercice de l'écocitoyenneté implique ainsi la mise en œuvre d'une démocratie renouvelée dont l'une des tâches est celle de construire une éthique du « commun », où nature et société forment une même communauté de vie¹⁵.

Au bilan, l'écocitoyenneté peut être définie comme une citoyenneté consciente des liens entre société et nature, une citoyenneté critique, créative et engagée, capable et désireuse de participer aux débats publics et à la transformation des politiques et des pratiques écosociales. Comme l'observe Nayla Naoufal¹⁶, elle comporte à la fois une dimension individuelle et une dimension collective étroitement imbriquées entre elles :

[...] si l'écocitoyenneté revêt une dimension collective primordiale – c'est en débattant, en revendiquant et en agissant qu'on investit l'espace public –, elle comporte également une dimension individuelle. Dans une perspective environnementale, toutes les actions entraînent des conséquences, y compris celles qui se déroulent dans l'enceinte privée. Dans sa forme la plus complète [...] l'écocitoyenneté exige donc un examen des visions et des pratiques individuelles tout autant que des structures sociétales et des politiques publiques au regard de la justice environnementale et des rapports de pouvoir. (Naoufal, 2017, p. 112)

L'écocitoyenneté engage ainsi à la cohérence et à la solidarité au sein de la cité, où se construit la signification politique de l'agir de chacun et de tous. Il s'agit là d'un très vaste chantier d'apprentissages désormais essentiels. Et c'est toute la société éducative qui y est conviée,

¹³ Dardot, P. et Laval, C. (2015). *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*. Paris : La Découverte, p. 16.

¹⁴ Dardot, P. et Laval, C. (2015), p. 14.

¹⁵ La cosmopolitique du *Buen vivir* ou *Vivir bien* au cœur des constitutions nationales de l'Équateur et de la Bolivie est fort inspirante à cet effet. Les droits de la Terre-mère y sont pleinement reconnus et explicités; ils sont également appuyés par des mesures législatives spécifiques qui favorisent le respect de ces droits.

¹⁶ Naoufal, N. (2017). Justice environnementale et écocitoyenneté: enjeux pour l'action éducative. In Sauvé, L., Bader, B., Orellana, I. et Villemagne, C. (dir.) *Éducation, Environnement, Écocitoyenneté – Repères contemporains*. (p. 101-115). Montréal : PUQ.

qu'on appelle aussi « société apprenante » : celle-ci tisse des liens entre les milieux d'éducation formels et les divers autres contextes d'apprentissage, tout au long de la vie. Car l'école de l'écocitoyenneté, c'est avant tout la mobilisation citoyenne elle-même, l'engagement dans la lutte ou dans un projet structurant, dont la signification politique est celle de la reconstruction des liens au sein de notre *oikos*. À cet effet, les milieux d'éducation formels ont avantage à s'inspirer des dynamiques d'apprentissage informel au sein des mouvements écocitoyens, tout comme ils peuvent inviter les jeunes à y contribuer de façon critique et réflexive¹⁷. L'action collective – l'engagement dans la « vraie vie » – est un creuset fécond d'apprentissages multiples à travers l'enquête, le débat, la construction et la défense d'un argumentaire, la création de stratégies d'action, etc. On y apprend à vivre ici ensemble, relevant de multiples défis et y trouvant de nouveaux ancrages.

¹⁷ Une telle pédagogie trouve de plus en plus d'appuis dans la recherche en éducation. Mentionnons par exemple, les deux ouvrages suivants :
Hayward, B. (2012). *Children, citizenship and environment. Nurturing a democratic imagination in a changing world*. London: Routledge, 190 p.
Bencze, L. et Alsop, S. (Ed.) (2014). Activist science and technology education. *Cultural Studies of Science Education*, 9, 652 p.